



Conseil économique et social

Distr. limitée
22 octobre 2001
Français
Original: anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2001

10-14 décembre 2001

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Recommandation concernant le programme de pays**

Costa Rica

Additif

Résumé

Le présent additif à la note de pays présentée au Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2001 contient la recommandation finale concernant le programme de pays qui sera soumise à l'approbation du Conseil.

Il contient une recommandation concernant le financement du programme de pays du Costa Rica, dont le niveau annuel de planification est inférieur ou égal à un million de dollars. Le Directeur général recommande au Conseil d'administration d'approuver un montant de 3 030 000 dollars à prélever sur la masse commune des ressources, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 2 250 000 dollars de fonds supplémentaires, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales, pour la période allant de 2002 à 2006.

* E/ICEF/2001/12.

** La note de pays initiale ne contenait que des chiffres indicatifs pour la coopération au programme prévue. Les chiffres figurant dans le présent additif sont définitifs et tiennent compte des soldes non engagés au titre de la coopération au programme à la fin de 2000. Ils seront indiqués dans l'état récapitulatif des engagements recommandés en 2001 sur la masse commune des ressources et à l'aide de fonds supplémentaires ressources (E/ICEF/2001/P/L.73).



Données de base^a

(1999, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (millions, de moins de 18 ans)	1,5
TTM5 (pour 1 000 naissances vivantes) (2000)	12
TMI (pour 1 000 naissances vivantes) (2000).	10
Pourcentage des enfants présentant une insuffisance pondérale (modérée et grave) (1996)	5
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (1994)	29
Taux d'alphabétisation (% hommes/femmes) (2000)	95/96
Taux net de scolarisation primaire (garçons/filles) (2000).	92/91
Pourcentage des enfants inscrits en première année d'école primaire qui atteignent le cours moyen (1997)	89
Pourcentage de la population ayant accès à des sources améliorées d'eau potable (2000) . .	95
Pourcentage de la population ayant accès au programme élargi de vaccination financé par le Gouvernement (1996)	100
PNB par habitant (en dollars des États-Unis)	3 570
Enfants d'un an ayant reçu une série complète de vaccins contre :	
la tuberculose :	89 %
la diphtérie, la coqueluche, le tétanos :	93 %
la rougeole :	88 %
la poliomyélite :	84 %
Femmes enceintes vaccinées contre le tétanos :	%

^a Extraites du document intitulé « Progrès accomplis depuis le Sommet mondial pour les enfants : statistiques mises à jour », préparée comme supplément au rapport du Secrétaire général intitulé « Nous, les enfants : Examen de fin de décennie de la suite donnée au Sommet mondial pour les enfants » (A/S-27/3), et pouvant de ce fait être différentes des données contenues dans le texte du présent document.

La situation des enfants et des femmes

1. La situation des femmes et des enfants au Costa Rica reste essentiellement la même que celle décrite dans la note de pays présentée au Conseil d'administration lors de sa première session ordinaire de 2001 (E/ICEF/2001/P/L.22); toutefois, un certain nombre de nouvelles conclusions sont apparues dans l'intervalle.

2. Comme indiqué dans les données de base, le Costa Rica a fait d'énormes progrès, particulièrement dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Toutefois, les moyennes nationales continuent de cacher certaines inégalités qui affectent en particulier les 21 % de la population vivant dans la pauvreté. Le Gouvernement, avec un large appui fourni par la société, a déployé des efforts considérables pour remédier à ces inégalités grâce à une réforme des institutions, en créant un Système national pour la protection intégrée des droits des enfants et des adolescents, comportant, notamment, l'administration du secteur judiciaire, spécifiquement en rapport avec les droits des adolescents délinquants. Ce système comprend le Conseil national sur les enfants et les adolescents (Consejo Nacional de la Niñez y la Adolescencia ou CNNA), qui coordonne l'action de l'État en faveur des enfants et des adolescents, au niveau national, ainsi que des comités locaux de protection de l'enfant. Ces derniers organismes supervisent et coordonnent la prestation de services sociaux de base au

niveau local afin d'assurer l'accès de tous à ces services. Des progrès ont été réalisés, mais il est également indispensable de modifier les pratiques institutionnelles existantes pour mieux refléter les principes de la Convention sur les droits de l'enfant, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Code de l'enfant et de l'adolescent, ainsi que pour surmonter les obstacles à la gestion efficace des ressources.

3. Le bilan commun de pays a identifié plusieurs éléments de la réforme institutionnelle qui s'imposent, notamment l'amélioration des mécanismes de répartition de la fortune, d'amélioration de l'égalité et de l'intégration sociale, le renforcement de la participation des citoyens à la supervision et à la décentralisation de la gestion publique, le respect des droits, notamment dans la décentralisation de la gestion publique, l'augmentation des investissements dans la santé et l'éducation des adolescents et l'amélioration de l'appareil de justice pénale. Une analyse de la situation actuelle dans le pays indique que le droit de participation des enfants et des jeunes ne s'est toujours pas matérialisé.

Coopération au programme, 1997-2001

4. Le programme actuel de coopération se concentre principalement sur la mise au point de stratégies, de plaidoyer, communication et mobilisation sociale et sur la production, le traitement et la diffusion d'informations. L'UNICEF a fait preuve d'un avantage comparatif évident dans ces domaines et dans d'autres, comme l'a souligné l'examen à mi-parcours, notamment une action génératrice de connaissances et de diffusion de ces dernières en ce qui concerne la situation des enfants et des problèmes liés à leurs droits, sa capacité s'agissant de réunir et de mobiliser des agents en vue de renforcer les mécanismes institutionnels de coordination des programmes sociaux et ses aptitudes de chef de file pour le suivi de la situation en matière de droits.

5. Avec l'appui de l'UNICEF, le Gouvernement a obtenu des résultats considérables dans la réorientation des politiques sociales en vue de les conformer à la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Code de l'enfant et de l'adolescent et d'autres mesures législatives supplémentaires ont été mis en oeuvre, notamment la Loi contre l'exploitation commerciale sexuelle des mineurs. L'UNICEF a fourni un appui technique et financier aux commissions nationales qui ont préparé les lois en question. Dans le cadre d'une initiative prise par un consortium d'organisations non gouvernementales (ONG) et avec l'assistance technique de l'UNICEF, le Conseil national pour les enfants et les adolescents a établi un programme national en faveur des enfants et des adolescents comportant des objectifs spécifiques pour les 10 prochaines années.

6. Les efforts déployés pour mettre en place des systèmes nationaux et municipaux de suivi et d'évaluation en matière de droit ont permis d'enregistrer plusieurs résultats importants. C'est ainsi que le Costa Rica a inclut dans les priorités de l'action gouvernementale de nouveaux éléments, notamment le travail des enfants, l'exploitation commerciale sexuelle des mineurs et la qualité ainsi que la portée de l'enseignement secondaire. L'UNICEF a collaboré avec l'université du Costa Rica à des travaux de recherche qui ont révélé la gravité de ces problèmes et ont débouché sur l'adoption de mesures par le Gouvernement. L'Organisation internationale du travail (OIT) ainsi que plusieurs ONG nationales et internationales ont renforcé

leurs efforts en matière de plaidoyer et ont contribué au financement de projets spécifiques liés à ces domaines. L'UNICEF et l'université ont publié un rapport annuel sur la situation des droits des enfants et des adolescents au Costa Rica, fournissant ainsi au pays une source permanente de renseignements sur la réalisation des droits. Depuis que le Conseil national sur les enfants et les adolescents participe à cette initiative, le rapport annuel est devenu un rapport national, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et au Code de l'enfant et de l'adolescent.

7. L'UNICEF a appuyé le Ministère de la santé dans son effort pour généraliser l'utilisation de sel iodé, mettant l'accent sur la prestation d'une assistance technique, de fournitures et de mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation communautaires. Avec l'appui financier et technique de l'UNICEF, l'appareil judiciaire a établi un système permettant de suivre la mesure dans laquelle la justice pénale visant les délinquants est appliquée, ce qui contribue à améliorer l'administration de la justice.

8. Pour faire face au problème naissant de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, l'UNICEF et d'autres institutions publiques sont parvenues à un accord avec l'Association hôtelière visant à éveiller la prise de conscience de ce problème dans la société. Cet accord, contribue non seulement à mettre en place une culture d'intolérance de l'exploitation sexuelle mais également à lancer une campagne de collecte de fonds parmi les clients de l'industrie hôtelière

Leçons tirées de la coopération passée

9. La note de pays a indiqué les principales leçons tirées de la réalisation du cycle actuel du programme, mais deux aspects supplémentaires sont également pertinents. Les initiatives prises dans le cadre de la stratégie de communication et mobilisation sociales ont clairement indiqué à quel point les questions concernant les enfants ont le pouvoir de polariser l'intérêt des responsables à l'égard des préoccupations sociales, définir des stratégies et des actions visant à faire face à ces problèmes et mobiliser l'opinion publique. D'autre part, le programme de coopération de l'UNICEF contient un élément supplémentaire, à savoir qu'il est à même de galvaniser la volonté sociale et institutionnelle en faveur d'initiatives populaires et de grande portée, par exemple le Programme national en faveur des enfants et des adolescents.

10. L'examen à mi-parcours a conclu que le programme de pays a été une source importante d'innovations s'agissant de la réalisation des droits de l'enfant. Par exemple, les méthodes de participation utilisées dans la formulation du Code pour les enfants et les adolescents et de la législation en matière de délinquance des jeunes ont contribué à la réalisation d'expériences positives dans d'autres pays. Il a d'autre part recommandé que la coopération au programme de l'UNICEF au Costa Rica, pays en transition, fasse appel à des méthodes novatrices en vue d'attirer des ressources dans le cadre d'engagements pris en commun par le Gouvernement et le secteur privé.

Coopération recommandée au programme, 2002-2006

Montant estimatif des dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2002	2003	2004	2005	2006	Total
Masse commune des ressources						
Approche de la gestion sociale et de l'administration de la justice envisagée dans l'optique des droits fondamentaux	226	181	247	200	226	1 080
Citoyenneté active en faveur des droits de l'enfant et de l'adolescent	288	345	297	347	321	1 598
Coûts intersectoriels	92	80	62	59	59	352
Total partiel	606	606	606	606	606	3 030
Fonds supplémentaires						
Approche de la gestion sociale et de l'administration de la justice envisagée dans l'optique des droits fondamentaux	134	236	345	291	126	1 132
Citoyenneté active en faveur des droits de l'enfant et de l'adolescent	141	170	276	187	119	893
Coûts intersectoriels	36	40	64	42	43	225
Total partiel	311	446	685	520	288	2 250
Total	917	1 052	1 291	1 126	894	5 280

Élaboration du programme de pays

11. Le programme de pays a été préparé sur la base de participation et de consultations sous l'égide du Conseil national sur les enfants et les adolescents et du Conseil national de l'enfance (Patronato Nacional de la Infancia ou PANI), qui sont les principaux chefs de file pour les initiatives concernant les enfants. Des représentants des Ministères de l'éducation, de la santé et de la culture, des délégués de la Cour suprême de justice, des représentants de l'administration nationale et des administrations locales ainsi que des organisations de la société civile ont participé aux consultations. L'Université du Costa Rica a fourni des renseignements importants pour l'analyse de la situation.

12. La préparation du programme a contribué à la mise au point du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, en cours d'achèvement, et a également bénéficié des efforts déployés pour l'élaboration de ce dernier. Les institutions des Nations Unies ont accepté de collaborer dans plusieurs domaines, principalement la modernisation de l'appareil politique et institutionnel et une gestion économique et

sociale viable. Lors d'une session spéciale organisée dans le but d'analyser le programme de l'UNICEF proposé, les institutions ont conclu que ce dernier était conforme à ces priorités et ont choisi les activités à entreprendre en commun. Le programme de pays tient compte des commentaires présentés par 12 des pays membres du Conseil d'administration représentés au Costa Rica au cours d'une réunion spéciale organisée par l'UNICEF, ainsi que des observations formulées pendant l'examen de la note de pays à la première session ordinaire du Conseil d'administration. Depuis la présentation de la note de pays, les objectifs et l'élément central du programme de pays ont été formulés avec plus de précision sur la base d'examens plus approfondis avec les partenaires.

Objectifs du programme de pays

13. L'objectif global du programme est de promouvoir et d'appuyer la formulation d'initiatives et de stratégies mises au point conformément à la Convention pour les droits de l'enfant et la Convention pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, dans le but de réduire les inégalités existantes et de contribuer à l'égalité entre les hommes et les femmes et au respect de la diversité ethnique et régionale. Le programme comportera deux éléments portant principalement sur le renforcement des institutions publiques et favorisant la participation active des citoyens, tout en traitant des questions ayant trait à la gestion des institutions et à la culture civique qui, selon le Code pour les enfants et les adolescents renforcent les disparités et inégalités sociales.

14. En ce qui concerne l'approche de la gestion sociale et de l'administration de la justice dans l'optique des droits, les objectifs du programme sont les suivants : a) accroître l'aptitude du Conseil national sur les enfants et les adolescents à intégrer et coordonner les plans d'action sectoriels annuels dans le contexte du Programme national en faveur des enfants et des adolescents et pour assurer une répartition et une utilisation appropriées des ressources; b) aider le PANI à renforcer les structures techniques et administratives en vue de la conception, du suivi et de l'évaluation des initiatives publiques en faveur des enfants et des adolescents; c) améliorer les capacités des conseils locaux de protection des droits de l'enfant s'agissant de formuler, coordonner et suivre les plans intersectoriels locaux, avec la participation active de la communauté, sur la base de données locales fournies par le Système national d'information sur les enfants et les adolescents; et d) appuyer la Cour suprême de justice dans ses efforts pour établir de façon graduelle les juridictions spécialisées dans les questions touchant les enfants et les adolescents en matière de droit pénal, de droit constitutionnel et de droit du travail.

15. En ce qui concerne l'élément citoyenneté active en faveur des droits de l'enfant, le programme a pour objectif : a) d'aider la société civile et les signataires du Programme national en faveur des enfants et des adolescents à établir des instruments et des systèmes de suivi opérationnel et de les aider dans leurs efforts de plaidoyer et de mobilisation des ressources en vue de réaliser les objectifs annuels arrêtés d'un commun accord; b) d'aider les organisations d'adolescents à acquérir les connaissances, les attitudes et les politiques qui sont fondées sur les droits sociaux et à mettre l'accent sur l'égalité des sexes, de façon à leur donner les outils nécessaires pour qu'ils deviennent des participants actifs aux programmes de prestation des services sociaux et dans d'autres domaines où les citoyens exercent leurs droits; et

c) d'établir un partenariat solide avec les secteurs public et privé en vue de mettre en oeuvre une stratégie viable de collecte de fonds pour financer le programme de pays.

Corrélation avec les priorités nationales et internationales

16. Le programme de pays est conforme aux priorités nationales formulées dans le Programme national en faveur des enfants et des adolescents, lequel stipule des objectifs nationaux de mise en oeuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que les objectifs du Sommet mondial pour l'enfance et le nouveau programme mondial pour l'enfance. Le programme national adopte les objectifs convenus par le Sommet des Nations Unies pour le millénaire, le dixième sommet ibéro-américain sur l'enfance et le projet de documents sur les conclusions de la session spéciale de l'Assemblée générale sur l'enfance. Le programme de pays tient également compte du Consensus de Kingston sur l'enfance et la politique sociale dans les Amériques.

17. Le programme de pays est conforme aux priorités du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF. Certaines initiatives se concentreront sur l'appui aux actions sectorielles en vue d'améliorer les niveaux d'éducation des adolescentes et d'informer les adolescents en ce qui concerne le VIH/sida. Dans le cadre de la coopération entre l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le programme de pays suivra son appui à la mise au point d'une approche intégrée des politiques et initiatives en faveur des enfants de moins de cinq ans et s'assurera que les initiatives intersectorielles sont compatibles. Il fournira un appui à la mobilisation sociale et « alertera les citoyens » à l'égard de toutes formes d'exploitation des enfants, de violence et de mauvais traitements à leur égard. Le programme de pays tient également compte des priorités définies dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Les objectifs sont également conformes à la Déclaration de Beijing.

Stratégie de programme

18. Le principal problème auquel s'adresse le programme de pays proposé vise les inégalités et leur incidence sur les droits des enfants, des adolescents et des femmes. Le Costa Rica, avec un budget social soutenable, une volonté politique et une stabilité démocratique se trouve dans une situation favorable à l'élimination de ces inégalités; en outre, le pays s'emploie à l'heure actuelle à améliorer l'efficacité de ses institutions, à améliorer la qualité des investissements sociaux et à renforcer la responsabilité et la participation des citoyens.

19. La stratégie du programme de pays est essentiellement celle décrite dans la note de pays, l'accent étant principalement mis sur le renforcement des aptitudes de gestion institutionnelle aux niveaux national et local afin que les initiatives adoptées touchent véritablement tous les enfants, particulièrement les exclus, et s'efforcera d'encourager une prise de conscience et de mobilisation sociale en faveur de l'exercice actif des droits de l'enfant, notamment des adolescents. Le programme accordera également une place prépondérante à la protection globale des droits des enfants de moins de 5 ans et des adolescents, à la réduction des inégalités découlant de graves violations des droits, tout spécialement le travail des enfants, à leur exploitation sexuelle à des fins commerciales ainsi qu'à la violence et aux mauvais traitements physiques, sexuelles et psychologiques.

20. Approche de la gestion sociale et de l'administration de la justice dans l'optique des droits. Le Costa Rica est doté d'un réseau de services sociaux de base couvrant l'ensemble de la population et le budget de l'État a augmenté de façon soutenue au cours des 30 dernières années. Toutefois, le bilan commun de pays et l'analyse de la situation indiquent un certain nombre de problèmes structurels et organisationnels qui ont fait obstacle à l'utilisation plus efficace des ressources de ces institutions de services et les ont empêché d'éliminer réellement les inégalités sociales qui persistent. Pour faire face à ce problème, le programme s'emploiera à renforcer les capacités des institutions du Système national de protection intégrale des enfants et des adolescents. Parmi les résultats envisagés, il convient de noter un système de suivi et évaluation de la mise en oeuvre des politiques gouvernementales et des plans nationaux établis dans le cadre du Conseil national de l'enfance (PANI), des plans annuels pour les secteurs de services destinés aux enfants formulés et coordonnés par le Conseil national sur les enfants et les adolescents, la mise au point d'instruments et de critères en vue de la répartition et du contrôle des investissements sociaux de l'État au profit des enfants, en fonction de priorités convenues, la mise au point et l'exécution de plans locaux annuels pour la protection des droits de l'enfant dans au moins 10 cantons, et l'adoption de dispositions visant à améliorer le traitement des enfants délinquants, approuvées et publiées dans un bulletin officiel de la Cour suprême.

21. Le programme est composé de trois projets : a) renforcement du système national de protection intégrale; b) droits de l'enfant dans le secteur judiciaire; et c) gestion locale du système de protection. Le premier projet se concentrera sur le renforcement du Conseil national sur les enfants et les adolescents, du PANI et d'autres institutions participant aux prises de décision en ce qui concerne les budgets de l'État. Dans le cadre d'un soutien technique et financier, l'UNICEF contribuera à renforcer les aptitudes en matière de planification et d'évaluation sociale du Conseil national sur les enfants et les adolescents en vue d'assurer une coordination et un suivi plus efficaces des plans d'action annuels mis en oeuvre par les institutions pour l'éducation, la santé, les services destinés aux enfants et le développement de l'enfant. À terme, ces efforts contribueront à améliorer l'accès aux services, la portée et la qualité de ces derniers comme prévu dans le Programme national pour les enfants et les adolescents. La coopération proposée débouchera sur une meilleure coordination entre le Conseil national sur les enfants et les adolescents et l'Institut national pour les femmes, qui est l'institution de pointe pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans le pays. En outre, l'UNICEF collaborera avec l'OIT, l'OIM (Organisation internationale pour la migration), l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) dans la prestation d'un soutien technique et financier au Conseil national sur les enfants et les adolescents pour des domaines prioritaires tels que l'éducation des adolescentes, la prévention du VIH/sida, les services destinés aux populations de migrants, la planification préalable aux catastrophes.

22. L'UNICEF fournira une assistance technique au Conseil national pour la protection de l'enfance, qui est l'organisation de pointe pour les droits des enfants et des adolescents, en vue de la mise en oeuvre progressive de la réforme institutionnelle. L'aide technique et financière de l'UNICEF portera principalement sur la création d'aptitudes dans les domaines de la conception de politiques publiques in-

tégrées, la mise en place de systèmes d'information, suivi et évaluation, et la promotion et défense des droits au niveau local. L'UNICEF et les autres institutions des Nations Unies sont convenues de coordonner leurs efforts en vue de renforcer les aptitudes des institutions nationales qui dispensent l'information et les données de base démographiques. Une stratégie de plaidoyer sera mise au point et une assistance technique sera fournie par l'administration du budget ainsi qu'au comité des affaires étrangères de l'Assemblée législative afin de les encourager à adopter à l'égard des investissements sociaux une approche fondée sur le respect des droits de l'enfant en tant que partie intégrante des décisions concernant les affectations de ressources.

23. Le projet relatif aux droits de l'enfant dans le secteur pénal aidera la Cour suprême à formuler et à mettre en oeuvre des activités de plaidoyer et de prise de conscience afin de renforcer les mesures adoptées pour que le déroulement de la justice soit conforme à la Convention sur les droits de l'enfant. Spécifiquement, un soutien annuel sera fourni à un poste universitaire, le « poste UNICEF », créé pour encourager la production et l'analyse de connaissances dans le domaine des droits de l'enfant, le candidat à ce poste étant désigné par le Président du tribunal. Le projet fournira une assistance technique et encouragera des échanges d'expériences entre pays afin d'établir une juridiction distincte spécialisée dans les questions ayant trait aux enfants et aux adolescents. Dans le cadre du programme de modernisation de l'administration de la justice financé par la Banque interaméricaine de développement, l'UNICEF fournira une assistance technique à l'École de formation judiciaire ainsi qu'à des centres d'enseignement supérieur pour la formation de cadres destinés aux tribunaux. Le projet contribuera également à améliorer le système d'information de l'appareil judiciaire, en établissant un lien entre ce système et le système national d'information sur les enfants et les adolescents.

24. Le projet de gestion locale du système de production aidera le Conseil national sur les enfants et les adolescents à concevoir et mettre en oeuvre une stratégie de décentralisation du système national pour la protection intégrée des droits des enfants et des adolescents. Cette stratégie comprendra, notamment, une aide en matière de plaidoyer et une assistance technique visant à encourager les comités locaux de protection et à accroître leurs aptitudes en matière de planification, suivi et coordination des activités des organismes publics, des gouvernements locaux, des comités de santé et éducation et particulièrement les activités des ONG. L'UNICEF appuiera la production de matériels audiovisuels et didactiques. Le projet encouragera la participation des populations aux programmes locaux grâce à la mise au point de stratégies et d'instruments permettant à la population d'exercer une supervision, et grâce à des activités de communication et d'information publiques. L'UNICEF appuiera la mise en place de systèmes locaux d'information ainsi que la formation de techniciens destinés à les gérer. En collaboration étroite avec la Commission nationale d'urgence et le groupe des Nations Unies travaillant à la planification préalable aux situations d'urgence, l'UNICEF favorisera la création de réseaux pour la prévention des risques et la planification préalable aux catastrophes.

25. Le projet fournira également un appui aux interventions visant des zones spécifiques dans les cantons de Pérez Zeledón, Upala, Nicoya et San Jose, où se concentre une population importante de migrants, et dans plusieurs cantons des provinces de Puntarenas et Limón, où de sérieux problèmes d'inégalités existent, spécialement l'exclusion sociale de Costa-Riciens d'origine africaine et des populations asiatiques et indigènes locales. L'UNICEF encouragera des activités en commun avec d'autres

institutions à l'oeuvre dans ces cantons, y compris l'OIT, l'OIM, le FNUAP et la Coopération technique allemande, dans des domaines prioritaires tels que le retour dans les établissements scolaires des enfants qui travaillent, l'élimination de l'exploitation sexuelle commerciale et la prévention du VIH/sida. Tous ces aspects sont conformes aux recommandations du Comité sur les droits de l'enfant.

26. Citoyenneté active en faveur des droits de l'enfant et de l'adolescent. Une analyse de la situation actuelle au Costa Rica indique l'absence de participation des enfants et des adolescents au niveau de la famille et de la communauté. Leur droit de participation est inexistant dans le système d'enseignement et les progrès réalisés dans le domaine de la santé sont à cet égard minimes. Le programme vise à remédier à la situation grâce à l'établissement de mécanismes de mobilisation sociale, information et éducation des citoyens en faveur de l'exercice actif des droits, les efforts étant particulièrement ciblés sur les adolescents et la promotion de la responsabilité sociale et de la participation active des citoyens. Les principaux résultats prévus incluent la participation des signataires du Programme national pour les enfants et les adolescents aux activités de suivi de la situation des enfants, l'incorporation d'activités pédagogiques visant les droits des enfants dans les plans de travail d'au moins trois des principales organisations d'adolescents.

27. Le programme comprend deux projet : a) la mobilisation sociale et la communication en faveur des droits de l'enfant, et b) la participation et l'expression sociale des adolescents. Dans le contexte du Mouvement mondial en faveur des enfants, le premier projet a pour objectif d'accroître la prise de conscience du public dans son ensemble en ce qui concerne les droits des enfants et des adolescents et de sensibiliser les décideurs grâce au renforcement des activités actuelles de collaboration avec les ONG, les universités et également le renforcement des nouvelles alliances avec les secteurs des entreprises, les syndicats, les églises, les organisations d'adolescents et de femmes et autres organisations importantes de la société civile. La principale stratégie visera à mettre en place une structure d'« observateurs des droits des citoyens », qui servira de mécanisme en vue de la supervision publique des progrès réalisés sur la voie des objectifs nationaux, la réalisation des droits de l'enfant et les investissements sociaux. Des activités telles que des campagnes à la télévision et à la radio, des journées de travail, des séminaires et des publications spécialisées, favoriseront les initiatives publiques et la participation dans des domaines spécifiques, des organisations de la société civile qui ont endossé le programme national en faveur des enfants et des adolescents. Un certain nombre d'institutions des Nations Unies ont accepté d'organiser des interventions dans leurs domaines respectifs d'activités : par exemple l'OIT dans le domaine des enfants qui travaillent et le FNUAP dans le domaine de l'hygiène sexuelle et du comportement procréateur. Les organismes de coopération fourniront une assistance technique et financière pour permettre au Bureau du médiateur, au Conseil national sur les enfants et les adolescents, à l'Institut national pour les femmes et aux médias de coordonner les activités d'information publique en vue d'établir une relation évidente entre les droits des citoyens et les services fournis par les institutions respectives. L'accent sera particulièrement mis sur la prévention du VIH/sida, la discrimination envers les femmes ainsi que les mauvais traitements, les voies de fait et l'exploitation sexuelle commerciale des femmes et des filles. Avec le concours technique et financier de l'UNICEF, le Conseil national sur les enfants et les adolescents établira une politique publique d'information et de communication portant sur les droits.

28. Ce projet encouragera également les activités destinées à réunir des fonds pour appuyer les efforts publics en vue d'éliminer les inégalités dans la prestation des services essentiels. Cette initiative fournira un cadre global au sein duquel diverses activités prévues de communication et de promotion sociales encourageront la réponse positive du public, ce qui renforcera l'engagement de ce dernier à la réalisation des droits de l'enfant. Le projet utilisera plusieurs stratégies et campagnes dans les médias, particulièrement à la télévision.

29. Le projet de participation et d'expression sociale des adolescents encouragera l'organisation d'activités offrant l'occasion de rencontres entre les adultes et les adolescents. Sur la base des connaissances acquises par l'Université des Nations Unies pour la paix, située au Costa Rica, l'UNICEF fournira une assistance technique et un soutien à la production de matériels audiovisuels et à la formation en vue de renforcer la capacité institutionnelle des trois principales organisations nationales d'adolescents (l'Association nationale des scouts, les organisations pastorales de la jeunesse de l'Église catholique et la Fédération des églises et des élèves des écoles secondaires). Dans le cadre de cet effort, chaque organisation entreprendra des activités spécifiques d'éducation de ses membres concernant les valeurs d'une façon de vivre démocratique, de l'égalité des hommes et des femmes, de l'établissement d'une culture de paix et du respect des droits de l'homme.

30. L'UNICEF, en collaboration avec d'autres partenaires (activités pastorales sociales de l'Église catholique romaine, le Mouvement national de la jeunesse et le Programme d'intégration des adolescents du système de sécurité sociale du Costa Rica), aidera les groupes d'adolescents, (que ces derniers soient organisés de façon formelle ou informelle), dans les zones urbaines pour les cantons de San Jose, dans le centre du pays, à obtenir l'accès aux réseaux publics de communication en vue d'exprimer leurs « voix culturelles ». Un partenariat sera établi avec le système national de radio et télévision, l'Université du Costa Rica, Radio Nederland et autres. Ultérieurement, il est prévu que les « voix culturelles » des jeunes, s'exprimant dans leurs propres perspectives, trouveront dans les médias et les activités cantonales une tribune où elles pourront s'exprimer. Le projet sera élargi à d'autres cantons si des ressources supplémentaires deviennent disponibles.

31. En outre, le projet offrira une aide technique et financière au Ministère de l'enseignement public en vue de l'introduction d'activités de développement d'aptitudes chez les élèves, particulièrement les filles, en les encourageant à participer de façon active et consciencieuse aux tribunes universitaires et aux organes représentatifs. Cet enseignement fondé sur les aptitudes, qui vise à développer les compétences en matière de participation à d'autres aptitudes de la vie et de la communication, sera mis en place dans au moins 10 centres éducatifs influents dans chacun des 20 départements régionaux d'enseignement du pays. Le projet utilisera une méthodologie mise au point dans un programme semblable en Espagne et qui a donné de bons résultats, et il appuiera, d'autre part, un programme d'enseignement à des fins de développement, de façon à sensibiliser les étudiants dans 12 écoles d'enseignement secondaire choisies à travers le pays aux valeurs de la solidarité sociale et pour encourager la volonté d'engagement dans le domaine des droits des déshérités.

32. Coûts intersectoriels. Ces coûts visent les fonctions d'appui à la totalité du programme de pays, y compris les coûts de personnel, les frais de voyage et autres dépenses opérationnelles.

Suivi et évaluation

33. Le plan intégré de suivi et d'évaluation pour le programme de pays, fondé sur un cadre logique, identifie des indicateurs spécifiques visant à mesurer la réussite de chaque projet en termes de réalisation des objectifs. Les principaux indicateurs sont : a) l'établissement de plans annuels des secteurs sociaux, en fonction des priorités et des objectifs du Programme national pour les enfants et les adolescents, y compris une répartition adéquate des ressources; b) 50 % des divisions du Conseil national de l'enfance vouées à jouer le rôle de chef de file s'agissant des politiques publiques en faveur des enfants; c) des plans d'intégration de activités de tous les secteurs, dans la moitié des comités locaux de protection; d) le nombre d'entités à Cour suprême spécialisée dans les droits de l'enfant; e) la participation d'entreprises privées, de syndicats et d'ONG à des initiatives de suivi de la mesure dans laquelle les projets sont conformes à la Convention relative aux droits de l'enfant et au Code de l'enfant et de l'adolescent; et f) l'appui des jeunes responsables des organisations d'adolescents à l'éducation ou aux droits de leurs membres. Le Plan intégré de suivi et d'évaluation comprend des sources initiales et institutionnelles d'informations, comme prévu dans le rapport annuel sur « La situation des droits des enfants et des adolescents au Costa Rica » et dans le système de suivi et d'évaluation du Programme national pour les enfants et les adolescents, ainsi que dans les dispositions relatives aux enquêtes et sondages d'opinions en vue de mesurer les changements survenus dans la culture et les attitudes. Le programme de pays prévoit la mise en place d'un système local d'informations visant à faciliter le suivi des objectifs définis dans les politiques publiques. Il fournira les renseignements nécessaires pour suivre et évaluer les progrès dans la réalisation des objectifs du programme.

34. À la conclusion de la période de coopération de cinq ans, des indicateurs spécifiques seront utilisés pour évaluer la situation dans les 10 cantons qui comprennent le pourcentage le plus élevé de population vivant au-dessous du niveau de pauvreté. Ces indicateurs sont les suivants : augmentation de la portée des services de garderies d'enfant de qualité satisfaisante; diminution du taux d'abandon scolaire et du taux de redoublement dans l'enseignement primaire et élémentaire; un chiffre net de 60 % de la population d'âge scolaire (12-15 ans) menant à terme l'enseignement élémentaire (troisième cycle); et diminution du taux de maternité des adolescentes, ramené à 7 % du nombre total de naissances enregistrées dans le pays.

35. En 2002, une évaluation de l'efficacité et de l'incidence des investissements publics sur les enfants, particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé, sera entreprise. Après l'évaluation à mi-parcours en 2004, il sera procédé à l'évaluation de l'effet du programme d'éducation en matière de droits de l'enfant sur les adolescents. Le plan de gestion du programme de pays prévoit des réunions trimestrielles visant à évaluer les progrès réalisés dans la mise à exécution des projets et à procéder aux ajustements nécessaires. Des évaluations annuelles auront lieu avec la participation du Conseil national sur les enfants et les adolescents et d'autres principaux partenaires.

Collaboration avec des partenaires

36. La réalisation des objectifs du programme de pays exigera un accroissement du partenariat avec des institutions publiques, des groupes relevant de la société civile et d'autres organismes de coopération multilatérale et bilatérale ainsi que des ONG.

Le programme national en faveur des enfants et des adolescents représente un engagement ferme de la part de 20 grandes institutions publiques et privées. Dans la première phase, des alliances seront formées avec ce groupe clef et seront renforcées en vue de garantir des engagements viables concernant la réalisation des objectifs nationaux au cours des cinq prochaines années. Des activités vigoureuses de plaidoyer et de partenariat avec le secteur privé, les médias, les organisations coopératives et les universités et d'autres institutions qui fournissent des renseignements statistiques seront également encouragées et renforcées.

37. Le programme continuera d'oeuvrer en coordination avec le PNUD pour appuyer la gestion des fonds publics par l'Institut d'assistance sociale en vue de mettre au point des projets spécifiques du programme de coopération. D'autre part, il collaborera étroitement avec l'Institut mixte d'aide sociale à la mise au point de projets spécifiques du programme de coopération, et en vue de l'attribution de certaines ressources de cette institutions au projet sur la participation et l'expression des adolescents. Un projet commun a été mis au point avec l'OIT et le FNUAP. Dans le cadre d'activités liées à la gestion sociale, les trois organismes ont présenté le projet à la Fondation des Nations Unies pour les établissements humains en vue d'améliorer les services intégrés ciblés sur les adolescents.

38. En ce qui concerne les appels de fonds, des efforts spécifiques seront déployés pour mobiliser d'autres ressources afin de financer le programme. Une stratégie centrée sur le secteur public sera mise au point, notamment dans le cadre d'alliances avec des entreprises, particulièrement les entreprises de pointe sur le marché, les donateurs individuels et la vente de cartes et produits de l'UNICEF. Le plan prévoit une augmentation des ressources financières provenant de sources locales.

Gestion du programme

39. Le Conseil national sur les enfants et les adolescents assurera la coordination du programme de pays, en collaboration avec l'UNICEF et les institutions gouvernementales chargées de l'exécution de programmes et projets spécifiques. Ces organismes de contrepartie, avec pour chef de file de Conseil national sur les enfants et les adolescents et en collaboration avec l'UNICEF prépareront des plans d'action annuels, superviseront l'état d'avancement de leur exécution et identifieront et résoudre les problèmes.

40. Un coordonnateur sera désigné pour chaque projet et travaillera en étroite collaboration avec le chef de projet de l'UNICEF pour contrôler l'exécution des plans annuels d'action. Des avances en espèces seront gérées par des ONG choisies d'un commun accord par le Conseil national sur les enfants et les adolescents et l'UNICEF qui, avec ses partenaires, supervisera l'exécution financière des projets.

41. Le Conseil et l'UNICEF organiseront des réunions annuelles d'examen et de planification de l'exécution du programme. L'examen à mi-parcours aura lieu en 2004, et sera suivi à la fin du cycle, en 2006, d'une évaluation externe.

Liens entre le budget-programme et les dépenses de personnel

Programme : 2002-2006

0159480f.doc

Domaine d'activité et source de financement	Budget-programme (En milliers de dollars É.-U.)		Postes ^a										Dépenses de personnel ^b			
	MC	FS	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	AI	AN	SG	Total	AI	Locaux	Total
Budget d'appui au programme			193 951													
Dépenses de fonctionnement																
Dépenses de personnel				0	0	0	1	0	0	1	0	2	3	799 526	323 314	1 122 840
Total général (MC+FS+BA)				0	0	0	1	0	0	1	3	6	10	799 526	1 593 815	2 393 341
Nombre de postes et dépenses de personnel :																
– Cycle de programmation en cours			1 3 5 9													
– À la fin du programme proposé (à titre indicatif seulement)			1 3 6 10													
			799 526 1 593 815 2 393 341													

¹ Approche de la gestion sociale et de l'administration de la justice envisagée dans l'optique des droits fondamentaux.

² Citoyenneté active en faveur des droits de l'enfant et de l'adolescent.

^a Chaque poste, quelle que soit sa source de financement, appuie le programme de pays dans son ensemble.

^b Non compris les postes temporaires et les heures supplémentaires.

MC = Masse commune des ressources

FS = Fonds supplémentaires

AI = Administrateurs recrutés sur le plan international

AN = Administrateurs recrutés sur le plan national

SG = Services généraux

BA = Budget d'appui